



# Décryptage des résultats des élections municipales au lendemain du 22 mars 2026

## L'abstention, une piqûre de rappel du malaise envers la représentation politique

*Anne Muxel, Directrice de recherche émérite CNRS au CEVIPOF*



L'abstention s'est très largement invitée dans les deux tours de scrutin et, si l'on écarte la comparaison avec les élections municipales de 2020 où le contexte de la pandémie avait entravé la participation des Français, sa moyenne nationale atteint cette fois-ci un score inégalé sous la V<sup>e</sup> République (43,8 % au premier tour et 42,1 % au second, soit respectivement +7,4 points et +4,3 points par rapport à 2014). C'est un résultat majeur de ces élections municipales qui a été très vite éludé tant les enjeux de compétition électorale et de recomposition des forces

politiques ont pu prendre le dessus. Mais il interroge alors même que l'échelon politique municipal reste épargné par la défiance envers le personnel politique au niveau national exprimée si fortement par les Français. Il peut étonner alors même que la figure du maire ainsi que son action en proximité avec la vie et les préoccupations quotidiennes de la majorité de leurs administrés suscite intérêt, soutien et confiance. Cette percée notable de l'abstention est un indice supplémentaire de l'affaiblissement de la norme civique du devoir de voter et du processus d'érosion du lien des Français à leurs institutions politiques, qui se porte au cœur même des territoires dans toute leur diversité.

Nombre de paramètres entrant en lice pour expliquer ce résultat seront examinés : le délitement de la confiance démocratique, les réformes du mode de scrutin, l'intensité de la compétition électorale, les configurations d'offre de candidatures, le contexte international. Les logiques sociales structurelles de l'abstention doivent être aussi convoquées : les jeunes ont moins voté que leurs aînés, les catégories socio-professionnelles plus privilégiées davantage que les catégories populaires ainsi que les habitants des communes rurales par rapport à ceux des grandes villes. Néanmoins, si ces logiques se vérifient elles n'expliquent plus à elles seules les contrastes de participation qui sont observés. Par exemple, le niveau de diplôme n'est plus à lui seul une variable discriminante de la participation. Et les jeunes, si l'on compare le niveau de leur abstention par rapport aux municipales de 2014, se sont montrés un peu plus participationnistes cette fois-ci (+2 points), alors même que la participation de leurs aînés était tendanciellement plutôt à la baisse. De même, l'abstention a gagné les petites communes et les zones rurales jusqu'alors épargnées alors même que dans certaines grandes villes connaissant une intense compétition électorale, la participation a pu enregistrer des niveaux plus élevés qu'habituellement.

Ce scrutin vérifie l'importance prise par la dimension politique de l'abstention, vecteur de mécontentement et de protestation. 30 % des abstentionnistes indiquent avoir voulu manifester leur mécontentement envers les politiques, le gouvernement, et Emmanuel Macron<sup>1</sup>. La dynamique de l'abstention que l'on observe depuis plusieurs années doit davantage à cette part politique de l'abstention qui gagne du terrain qu'à la dimension sociologique dont les ressorts restent stables dans le temps. Ne pas voter a gagné en légitimité. Ne pas voter, c'est aussi dire son mot.

---

<sup>1</sup> Sociologie des abstentionnistes, IPSOS-BVA, 1<sup>er</sup> tour des élections municipales de 2026.

Dans le cadre de ces élections municipales, il y eut plusieurs façons de dire son mot par l'abstention, selon les territoires et la taille des communes, selon les proximités idéologiques et politiques, et aussi selon les configurations de candidatures et de listes. Dans les deux tiers des communes rurales et dans les communes de taille moyenne, le nombre important de listes uniques, sans véritable enjeu électoral, et surtout l'absence de possibilité de panachage, expliquent sans doute le net recul de la participation qui est constaté. Dans les communes de moins de 1 000 habitants, qui représentent 70 % du total des communes en France, il est de -11,5 points par rapport à 2014, et ce même si la participation y reste supérieure à la moyenne nationale (64 % contre 57,1 % au premier tour). Dans les grandes villes, la hausse de l'abstention a été nettement plus faible (+1,57 points au premier tour). La participation électorale est contrastée. Lorsque la compétition électorale était serrée, des mobilisations localisées ont été observées, notamment à Paris, Lyon, Marseille, mais sans grande dynamique. A contrario de ce qui s'est passé pour les petites communes, le changement de mode de scrutin, permettant aux électeurs de PLM d'exprimer leurs choix à la fois au niveau de l'arrondissement et de la mairie centrale, a pu compter.

La polarisation politique aux extrêmes qui s'est invitée dans les offres de candidature aux municipales n'a pas suscité un regain de participation particulier. Dans les villes remportées par LFI, Roubaix et Saint-Denis, la participation reste très largement inférieure au niveau national (respectivement 37,6 % et 42,8 %). À l'autre bout du spectre politique, les électeurs sympathisants RN n'ont pas plus voté que la moyenne.

Enfin, le jeu des alliances et des fusions de listes a pu compter dans la démobilisation d'une partie des électeurs pouvant les désapprouver et ne se reconnaissant pas dans l'offre électorale proposée au second tour. La défaite de plusieurs grandes villes de gauche où le PS avait décidé de faire alliance avec LFI, dont Toulouse est la plus emblématique, n'est pas étrangère à cette abstention « dans le jeu politique », bien identifié depuis plusieurs années dans nos travaux.

## **LFI et le RN perturbent fortement les équilibres municipaux**

*Jérôme Jaffré, Chercheur associé au CEVIPOF*

L'une des règles les plus ancrées en France est une séparation nette de la façon de voter entre les élections locales et les élections nationales. Même pendant les périodes de bouleversement politique, cela était resté vrai. Ni en 1959 ni en 1965, le gaullisme triomphant n'avait réussi à s'imposer dans les Municipales d'alors. Et on se souvient qu'en 2020 le macronisme avait échoué dans ses rêves de victoire comme aussi à obtenir une réelle implantation dans les territoires.



Le scrutin de 2026 n'abolit pas la règle mais il l'atténue fortement.

Dans l'histoire des Municipales, il apparaîtra comme une transposition partielle du poids des partis situés aux extrêmes dans les équilibres locaux au moins dans la France urbaine. Plus encore ces deux partis - et particulièrement LFI - sont parvenus à inscrire ce vote dans leur stratégie présidentielle. C'est l'un des enseignements majeurs du scrutin.

Dans les villes de plus de 30 000 habitants qui représentent plus du quart de l'électorat, où le scrutin est fortement politisé, aucune des deux formations n'a pourtant retrouvé les scores qu'elle obtient dans les scrutins nationaux récents. La France insoumise là où elle est présente avec sa propre liste obtient en moyenne 12,1 % des suffrages exprimés. Le progrès est réel par rapport à 2020 où le score moyen n'était que de 7,2 % mais rien de bouleversant y compris dans les villes de plus de 100 000 habitants (12,6 %). L'essentiel est ailleurs : dans la pression mise sur le Parti socialiste dont la dernière force réside dans la puissance de son réseau d'élus. LFI a réussi à mettre en avant son usure dans plusieurs de ses places fortes d'aujourd'hui ou d'autrefois comme à Lille, Toulouse ou Limoges ou, tout aussi grave, son incapacité à tenir dans la durée des conquêtes comme à Saint-Denis.

Plus encore, le PS s'est trouvé obligé et quelque peu humilié d'avoir à demander des fusions aux Insoumis là où cela paraissait inenvisageable comme à Nantes (avec succès final) ou à Avignon (dans la défaite en bout de course). Il est clair que ces alliances in-extremis, jugées insincères par beaucoup, ont fait fuir une part d'électeurs ou d'abstentionnistes du centre gauche nécessaire au PS pour garder ses mairies.

Pour sa part, le RN ne surperforme pas et reste très loin de ses scores des deux dernières années, obtenus dans d'autres types de scrutin. Il obtient une moyenne de 14,5 % des voix dans les villes de plus de 30 000 habitants où il est présent. C'est mieux qu'en 2020 (8,2 %) mais à peine au-dessus de 2014 (13,9 %). Deux points contribuent cependant à la perturbation des équilibres. D'une part, le RN se situe désormais à un niveau honorable dans les grandes villes (celles de plus de 100 000 habitants) qui jusque-là lui étaient très hostiles avec une moyenne de 12 % et même 16,1 % si l'on écarte du calcul Paris - place forte des anti-RN. D'autre part, le bon score qu'il avait obtenu en 2014 n'avait pas eu beaucoup d'effet car ce scrutin est le dernier en date qui ait vu un grand succès de la droite modérée en pleine impopularité du quinquennat Hollande.

La situation n'est plus la même en 2026 où Les Républicains et les Divers droite sont en moins bonne posture qu'il y a douze ans. Dès lors, les électeurs RN ont joué un rôle clef dans les seconds tours où ils permettent la victoire de la droite ou du centre (comme à Brest, Clermont-Ferrand ou Limoges) ou bien assurent son échec (comme à Tours, Agen ou Pau au détriment de François Bayrou). Concernant le parti de Jordan Bardella et Marine Le Pen, il gagne de nombreuses mairies dans des villes moyennes. Mais là où la bataille est à la fois politique et médiatique, il échoue comme à Marseille ou Toulon. Or quoi de plus politique et médiatique que la présidentielle ? Voilà qui maintient l'incertitude sur l'issue de la grande compétition de 2027.

## **Rassemblement national : la quantité plutôt que la qualité**

*Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS au CEVIPOF*



Les élections municipales de mars 2026 constituaient un test électoral pour le Rassemblement national en vue de la présidentielle de 2027 et dans l'optique des sénatoriales de septembre. Le scrutin a confirmé le déficit d'implantation locale du parti et la difficulté pour le RN de se constituer un pool de candidats crédibles, dans une campagne marquée par de nouvelles polémiques autour des « brebis galeuses », candidats épinglés pour des propos racistes ou antisémites.

Présent dans un peu moins de 550 communes, contre 580 en 2014, le RN n'a pas été véritablement en mesure de couvrir l'ensemble du territoire et a concentré beaucoup de ses efforts dans ses zones de force, notamment dans le grand pourtour méditerranéen ou le quart nord-est, mobilisant au passage plus d'une trentaine de ses députés pour occuper le terrain.

Le premier tour a laissé entrevoir en particulier un fort tropisme méridional et l'ancrage croissant du parti dans des terres de droite, à l'image du Var ou des Alpes-Maritimes. Ses candidats ont enregistré des performances à la hausse dans plusieurs grandes villes du sud, à Marseille, à Nice, à Toulon ou à Nîmes, notamment. Le parti a par ailleurs réalisé ses meilleurs scores dans les petites communes ou les villes de taille moyenne. Hors de son bastion méditerranéen, le RN est demeuré en revanche à l'étiage dans les grandes agglomérations, à l'image de ses scores à Paris (1,6 %), Lyon (7 %), Bordeaux (7 %), Nantes (4,6 %) ou Toulouse (5,4 %).

Au soir du 15 mars, les dirigeants du mouvement pouvaient se targuer de l'élection de leurs candidats dans 20 communes, parmi lesquels les 7 maires RN sortants. Présent dans 278 seconds tours, le RN a consolidé ses résultats à la hausse du premier tour et l'a emporté dans une quarantaine de communes supplémentaires, dans les villes moyennes

à l'image de ses succès à Menton, Carpentras ou Liévin, et dans des petites communes telles qu'Oignies, Aubignan ou Salernes. Ses candidats ont échoué en revanche à Marseille, à Toulon ou à Nîmes ; seul Éric Ciotti a été en mesure de l'emporter à Nice, ajoutant une seconde ville de plus de 100 000 habitants au palmarès du mouvement aux côtés de Perpignan.

La séquence des municipales se clôt sur un bilan en demi-teinte pour le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella. Côté quantité, le nombre de communes conquises marque indéniablement un succès sans précédent qui devrait permettre l'émergence d'une nouvelle génération de cadres locaux et permettre au RN de poursuivre son institutionnalisation et sa professionnalisation. Côté qualité, en revanche, le parti a une nouvelle fois échoué aux portes des grandes villes et n'a pas réussi à s'extirper de ses bastions du sud méditerranéen et du nord est : pas moins de 9 communes sur 10 gagnées au second tour se situent encore dans ces régions et le total dépasse à peine le million de voix.

Avec 2027 en ligne de mire, l'enjeu pour le RN demeure de poursuivre son OPA sur la droite et ses électeurs, et de tenter de briser un peu plus le cordon sanitaire qui le tient à distance du pouvoir. L'union des droites, préfigurée par l'alliance avec l'UDR d'Éric Ciotti, devrait plus que jamais être au cœur de la future stratégie du RN version Jordan Bardella. Dimanche, les électrices et les électeurs ont continué d'ériger un front républicain contre le RN, par ailleurs largement abandonné par les partis dans l'entre-deux-tours, qui constituera la clé de la présidentielle dans un an.

## **Les gauches dans la tourmente**

*Luc Rouban, Directeur de recherche CNRS au CEVIPOF*

Les élections municipales de 2026, du moins dans les grandes villes ou dans les villes moyennes, ont servi de terrain d'essai pour élaborer les stratégies politiques nationales dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. Cela s'avère particulièrement vrai pour les partis de gauche. Les campagnes du premier tour comme de l'entre-deux-tours ont été dominées à gauche par la question de l'unité et du rapprochement entre le PS, les Écologistes et LFI. Derrière cette interrogation en figure une autre, plus radicale : LFI est-elle une machine à perdre ou à gagner ?



À ce titre, les résultats peuvent se lire de deux manières. Tout d'abord, par le comptage des voix et le progrès ou l'échec des listes en compétition. Il est indéniable que LFI a réussi une percée électorale en remportant notamment Roubaix, Saint-Denis ou Vénissieux, et en se renforçant dans des villes acquises déjà à la gauche, prenant parfois la place du PCF, notamment dans l'ancienne « ceinture rouge » parisienne. Mais LFI a échoué à Lille alors que le premier tour lui laissait espérer une prise stratégique contre le PS, comme à Toulouse, malgré un progrès considérable. Au total, c'est la gauche socialiste « installée » qui a le mieux réussi, comme à Paris, Marseille, Nantes, Rennes, Montpellier, alors que les Écologistes perdaient les grandes villes conquises en 2020 comme Bordeaux, Poitiers et Strasbourg. La gauche notabiliaire s'est appuyée sur son emprise locale, face à son vieil adversaire LR, dans un mouvement de recentrage de la vie politique, transformant la gauche radicale et son rôle de faiseuse de rois en un danger qui devait être maîtrisé.

Une autre manière de lire ces résultats part des stratégies. Le PS et LFI se sont rejeté la faute des échecs subis lorsqu'ils ont présenté des listes d'alliances, comme à Brest ou à Clermont-Ferrand. Le PS s'est affaibli en tenant un double discours, celui du rejet de toute alliance avec LFI au niveau national et celui des accords locaux, alimentant la critique

portée par une majorité de Français sur le manque de fiabilité du personnel politique, tout à ses manœuvres professionnelles. Il en résulte une contestation interne forte qui devrait déboucher sur un congrès avant 2027. De son côté, LFI sort meurtrie d'une campagne trop nationalisée où la figure de Jean-Luc Mélenchon a pu servir de repoussoir et où la stratégie de mobilisation des abstentionnistes et de la « nouvelle France » a échoué.

La fracture au sein des gauches entre réformistes et radicaux semble bien plus difficile à réduire que celle qui sépare le RN de LR et cela pour deux raisons. La première tient aux valeurs des électors. Si les électors de droite et d'extrême-droite sont assez convergents autour de la sécurité, du pouvoir régalién, de l'immigration et même du libéralisme économique, des différences importantes séparent les électors LFI des électors PS, Place Publique et même Écologistes sur le terrain économique, du rapport à l'Europe, de l'autorité et de la confiance placée dans les institutions politiques. La seconde est directement liée au ralliement des anciens électors macronistes, devenu indispensable au PS pour espérer gagner en 2027. Le projet d'une gauche unie semble donc bien s'être évaporé.

### **Le reflux de la « Vague Verte »**

*Daniel Boy, Chercheur émérite au CEVIPOF*



Lors des élections municipales de 2020, le monde politique et les médias avaient célébré les victoires inattendues des écologistes en les qualifiant de « Vague Verte ». De fait, pour la première fois dans leur histoire mouvementée, les Verts réussissaient à conquérir sept villes importantes : Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Poitiers, Tours, Annecy et à conserver Grenoble, gagnée en 2014. Avec les élections municipales qui viennent de se dérouler, la plupart de ces conquêtes ont été perdues : Besançon, Poitiers, Annecy et Bordeaux repassent dans le camp de la droite ou du centre, tandis que Catherine Trautmann retrouve son siège de maire de Strasbourg en éliminant au second tour l'écologiste Jeanne Barseghian, maire sortante. Ne reste alors dans le camp des Verts que Grenoble gagnée assez facilement par Laurence Ruffin, Tours et Lyon, conservée de justesse par Grégory Doucet au détriment du surprenant Jean-Michel Aulas, entrepreneur et dirigeant sportif.

À quoi tient le brutal reflux de la « Vague Verte » ?

Plusieurs facteurs ont vraisemblablement joué contre la récente implantation de maires Verts. Le premier, tient à ce que l'on a désigné du terme de « Backlash Écologiste », c'est-à-dire l'abandon ou la restriction de politiques environnementales aussi bien au niveau national qu'Européen. En France, la montée des mouvements de protestation des agriculteurs conduit à remettre en question l'interdiction de certains pesticides. Au niveau Européen, le « Pacte Vert » est sérieusement écorné. Les enquêtes auprès du public continuent de confirmer l'inquiétude sur les effets concrets du réchauffement climatique mais dans une atmosphère qui semble teintée de résignation.

La deuxième explication est d'une nature plus directement politique : elle tient à l'image du parti des Verts ces dernières années. Aux élections Européennes de 2019, Les Verts avaient obtenu l'un de leurs meilleurs résultats : 13,5 % des suffrages exprimés. Mais à l'élection Présidentielle de 2022, leur candidat Yannick Jadot ne recueille que 4,6 % des suffrages exprimés, quand Jean-Luc Mélenchon frise les 22 %. Pire aux élections Européennes de 2024, la liste des Verts menée par Marie Toussaint n'obtient que 5,5 % des suffrages quand celle de la France Insoumise en recueille près du double (9,9 %). En somme, Les Verts sont battus sur leur terrain de jeu préféré : L'Europe. En réalité, depuis, 2017, pour la première fois de leur existence, ils ont perdu le monopole de l'écologie

politique. Sous l'impulsion de Jean-Luc Mélenchon, la France Insoumise est devenue leur principal concurrent. Or, dans la situation de profonde division de la gauche, leur secrétaire Marine Tondelier ne cesse d'appeler à l'union à tout prix et l'on devine chez elle, et sans doute chez beaucoup d'électeurs écologistes, un tropisme plus ou moins avoué pour le radicalisme social de « La France Insoumise » plutôt que pour la « sociale démocratie » dont se réclame officiellement le Parti socialiste. Lors des élections qui viennent de se dérouler, les Écologistes ont de toute évidence payé le prix de leur ambiguïté politique.

## L'évanescence municipale du macronisme

*Pascal Perrineau, Professeur des universités associé au CEVIPOF*

Emmanuel Macron et le local n'ont jamais fait bon ménage. Dès sa campagne de 2017, le candidat avait dénoncé le « vieux monde » et ses pratiques d'un autre temps. Parmi celles-ci, l'enracinement local comme étape d'un *cursus honorum* politique était vitupéré. À peine élu Président de la République, il avait rencontré une désillusion qui allait vite se transformer en fronde chez les élus locaux. Aux élections sénatoriales de septembre 2017, les « grands électeurs », principalement municipaux, ne soutinrent que très mollement les candidats issus de *La République en marche* qui ne réussirent qu'à former un modeste groupe de 21 sénateurs (sur un total de 348). L'année suivante, le Président bouda carrément, en novembre 2018, le grand rendez-vous républicain du congrès de l'Association des maires de France. En mars et juin 2020, la sanction se fit vivement sentir aux élections municipales : la formation du Président de la République qui nourrissait des espoirs d'implantation locale obtint des résultats très décevants. À l'issue des deux tours, LREM ne rassemblait que 624 sièges de conseillers municipaux dans les communes de plus de 1 000 habitants sur un total de plus de 220 000 sièges, loin derrière les vieux partis (PS et alliés, LR et divers droite...). Il n'obtenait la mairie dans aucune des grandes villes de France et même la voyait disparaître au profit d'une écologie politique de gauche à Besançon et à Lyon où l'équipe sortante était dirigée par un maire étant affilié à LREM. Sur les 42 villes de plus de 100 000 habitants, seuls les alliés de la macronie (Édouard Philippe au Havre, Christophe Béchu à Angers) permirent de « sauver l'honneur ».



Six ans plus tard, le tableau ne s'est pas amélioré. *Renaissance*, qui a pris en septembre 2022 la suite de LREM, a présenté peu de listes et a préféré se fondre dans des listes de droite et du centre sans prétendre les diriger. À l'issue du premier tour, les conseillers municipaux explicitement reliés à *Renaissance* sont une poignée et aucune ville importante n'a vu de liste à direction *Renaissance* l'emporter. Dans cinq villes de plus de 100 000 habitants, *Renaissance* était représentée au travers de têtes de listes : à Annecy (Antoine Armand), à Bordeaux (Thomas Cazenave), à Lille (Violette Spillebout), à Metz (Ludovic Mendes) et à Mulhouse (Lara Million). Sauf dans les deux premières villes citées, les résultats ont été modestes (4,8 % à Metz, 11,1 % à Lille, 13,3 % à Mulhouse). Au second tour, les succès ne sont pas légion et peuvent se résumer à la victoire d'Antoine Armand à Annecy et de Thomas Cazenave à Bordeaux. L'un des alliés majeurs d'Emmanuel Macron, François Bayrou, président du Modem et maire de Pau, a perdu la capitale des Pyrénées-Atlantiques qu'il dirigeait depuis douze ans.

Certes, il n'est jamais facile d'appartenir au camp présidentiel dans des élections intermédiaires où les oppositions sont mobilisées, les soutiens affaiblis et la figure présidentielle entamée. Mais au-delà de ce vote-sanction, il y a l'incapacité particulière du président Macron à créer des relais locaux efficaces pour soutenir sa politique sur le terrain et préparer la perpétuation de sa sensibilité politique. Tous les Présidents de la Ve République ont eu des relais locaux efficaces. À gauche, François Mitterrand puis François Hollande ont disposé de l'enracinement municipal du Parti socialiste et de ses alliés.

À droite, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ont bénéficié de l'implantation des formations néo-gaullistes (UDR, RPR, UMP, LR) et de la droite non-gaulliste (RI, UDF et ses héritiers dispersés) sur le terrain local. Emmanuel Macron n'a jamais réussi à créer le même type de relais alors qu'il y a 67 ans, le général de Gaulle, qui ne disposait pas d'un parti au passé municipal, avait su dès les municipales de mars 1959 se rapprocher des « vieux partis » qu'étaient le CNIP ou le MRP pour emporter des villes comme Angers, Calais, Grenoble, Le Mans ou Tourcoing.

Tel n'est pas le cas du camp macroniste qui est resté une expérience nationale sans écho local et donc peut-être sans lendemain durable.

## **Quels effets nationaux des élections municipales ?**

*Bruno Cautrès, Chercheur CNRS au CEVIPOF*



Si les enquêtes d'opinion continuent de montrer un niveau élevé de défiance à l'égard du politique, cette défiance épargne les maires, qui demeurent les figures politiques les plus investies de confiance. Selon la dernière vague du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, 60 % des Français font confiance aux maires. Cette spécificité pouvait laisser envisager un recentrage des électeurs sur les enjeux locaux et sur des logiques de proximité. L'abstention a pourtant été forte aux deux tours des municipales. Il est vrai que plusieurs facteurs contribuaient à brouiller profondément les repères électoraux : depuis la dissolution de 2024, l'électorat est désorienté, perdu dans un paysage politique chaotique, le sentiment d'une vie politique déconnectée du pays n'a jamais été aussi fort.

Les motivations de vote aux municipales sont naturellement restées très importantes aux yeux des Français pour choisir leurs maires<sup>1</sup>, dont une écrasante majorité a été élue dès le premier tour (68 % des communes ayant une seule liste). Et les résultats montrent toute la difficulté à interpréter nationalement ces élections locales. Néanmoins, on peut trouver dans ces élections municipales de précieuses indications pour les prochaines grandes échéances nationales de 2027.

Dans de nombreuses villes et métropoles notamment, mais aussi dans des villes moyennes, l'offre électorale était en partie influencée par les stratégies nationales des partis : les listes de gauche unie sans LFI, les listes LFI concentrées dans des bastions du mélenchonisme, les listes RN présentées dans les zones de force du parti ou des territoires de conquête plus récents aux législatives, les logiques de concurrence au sein de la gauche ou entre les listes LR et RN, les soutiens de Renaissance à des listes LR et/ou Horizons. Tous ces éléments ont montré que les logiques nationales étaient bien là. Et que dire de l'entre-deux tours, dominé à gauche par un mélange de considérations locales-tactiques (tenter de préserver le capital politique local du PS, sans doute son bien le plus précieux aujourd'hui) et nationales-stratégiques (pour le PS, tenter d'endiguer la poussée LFI en l'insérant dans des listes fusionnées, et pour LFI, obliger le PS à reconnaître qu'il devait compter sur elle).

Les municipales attestent également de la consolidation du RN dans de nombreuses communes hors des métropoles et des grandes villes, de sa forte progression en nombre de maires et de conseillers municipaux, une ressource fondamentale pour mailler le territoire dans la perspective des sénatoriales de septembre, de la présidentielle mais aussi des législatives qui suivront.

Ces logiques et conséquences nationales des élections municipales valent également pour la droite des LR et pour le parti présidentiel qui sauve l'honneur en prenant Bordeaux, sans compter le destin politique national d'Édouard Philippe qui s'est joué dans une triangulaire moins simple qu'en 2020 au Havre.

Tous ces éléments montrent toute l'originalité et tout l'intérêt des élections municipales, des élections qui portent en elles une certaine dualité, entre local et national : elles ont lieu le même jour, ce qui implique qu'elles se tiennent à la fois dans l'espace politique national et dans la multitude des espaces politiques locaux. L'ombre de l'élection présidentielle n'a d'ailleurs pas tardé à se faire sentir, dans l'entre-deux tours comme dans les heures qui ont suivi le second tour.

---

<sup>1</sup> Selon la vague 1 de l'enquête électorale 2026 produite par IPSOS, Le Monde, la FJJ et le CEVIPOF, 76 % des personnes interrogées ont déclaré tenir compte avant tout de la situation politique locale au moment de voter aux municipales.